

LYON 3E

# Ex-clinique Trarieux : le ton monte avec les riverains

Ils sont déçus mais ne renoncent pas. À la suite d'une rencontre, « difficile » programmée la semaine dernière avec des élus de Lyon à propos de la reconversion de l'ex-clinique Trarieux, les membres de l'association J'aime Montchat espèrent toujours se faire entendre sur leur « projet vert ».

L'échange organisé sur le projet de reconversion de l'ex-clinique Trarieux, propriété de la Mutualité Française du Rhône ne s'est pas bien passé. Et l'impression d'un moment « désagréable » se ressent aussi bien du côté des représentants de la Ville de Lyon que du côté des membres de l'association J'aime Montchat. Pour autant, ces derniers veulent continuer à « négocier », à faire valoir leurs arguments qu'ils croyaient aussi être ceux des élus nouvellement installés. Un courrier en date du 15 février signé par le président de J'aime Montchat, Laurent Rochet, a été posté en début de semaine à l'intention du maire de Lyon, Grégory Doucet. Dans lequel ils demandent une rencontre « en présentiel », afin de « faire avancer le dossier de manière constructive ».

## « Pour nous, le compte n'y est pas »

Ce projet si controversé est piloté par le promoteur Adim (filiale de Vinci), qui envisage la construction de logements sur un site que les



Au début de la rue des Peupliers (Lyon 3<sup>e</sup>) et derrière les palissades, le tènement de l'ancienne clinique Trarieux. Photo Progrès/Eric BAULE

représentants de l'association tiennent à préserver. Un lieu à part, à la vue imprenable, plutôt vert, tranquille et voisin du parc Chambovet. Le sujet est sensible.

« Nous considérons qu'il est de notre devoir vis-à-vis des générations futures de préserver chaque m<sup>2</sup> de nature en ville. L'urgence climatique impose donc de préserver dès à présent tous les espaces verts du parc de l'ex-clinique », argumentent-ils, « de manière à contribuer à l'objectif de lutte contre le dérèglement climatique dont chacun sait désormais qu'il ne peut plus être une option ». Et de rappeler aux élus écologistes leur engagement de campagne, portant sur une « zéro artificialisation » des espaces verts du parc.

Ce qu'ils reprochent aux élus de la majorité et notamment à l'ad-

joint au maire en charge de l'Urbanisme, Raphaël Michaud présent à la réunion ? Produire le nombre de logements initialement prévu par le promoteur, plutôt que de préserver des espaces de nature en ville et la biodiversité existante sur ce site de l'ex-clinique. Préservation qui, disent-ils, « semble passer au second plan, ce qui est plus que surprenant pour un élu écologiste ».

Et pourtant, le projet d'origine semble avoir été revu à la baisse. Mais qu'en est-il des hauteurs et du nombre de logements construits ? L'information ne leur a pas été donnée. « Pour nous, c'est sûr le compte n'y est pas », indique Christian Bellon au nom de l'association, qui entend diffuser largement ce courrier auprès de la classe politique lyonnaise et métropolitaine.

Aline DURET

## QUESTIONS À

Raphaël Michaud Adjoint au maire de Lyon en charge de l'urbanisme

### « On a des solutions au-delà de ce qu'on pouvait espérer »

Voilà un site qui n'en finit pas de faire débat...

« Dans ce temps de débat, nous avons certains habitants proches du site qui défendent un patrimoine naturel qu'ils ont toujours connu comme tel. Nous considérons que c'est un point de vue, un peu orienté. Je suis assez déçouventancé par les échanges très vifs qu'on a pu avoir. Sur d'autres secteurs comme à la Sauvegarde ou à Mazargan, ils sont plutôt constructifs. Là j'avoue... »

Avez-vous revu le projet initial et dans quel sens ?

« On a eu de belles avancées. Le maire avait posé des conditions, nous voulions davantage de pleine terre, moins d'artificialisation, favoriser la biodiversité. On sait déjà que l'emprise des parkings souterrains sera réduite et qu'un bâtiment va être supprimé. Du coup, moins de mètres carrés seront artificialisés et il y a aura un rééquilibrage entre la part des logements sociaux et celle des logements en accession qui diminue. Nous avons vu qu'il est également possible de créer des trans-  
? **parences vers** le parc Chambovet. On a des solutions

qui vont au-delà de ce que nous pouvions espérer, car on savait pour ce projet, abouti, qu'il serait difficile à modifier ».

Au final, les adhérents de l'association se disent très déçus...

« On protège ce qui doit être protégé, notamment en fond de parcelle, même si certains bâtiments au final se retrouvent implantés partiellement en pleine terre. On garde le plus possible de biodiversité. On est content de présenter les avancées du projet, on a envie d'aller les partager avec les conseils de quartier et d'autres associations, face à un petit groupe de personnes peu à l'écoute de ces avancées. Le projet était engagé. La Mutualité Française a besoin de l'argent (du produit de la vente N.D.L.R.) pour ses activités qui touchent à l'intérêt général. Par rapport à un refus, il y a un intérêt que ce projet se fasse, mais pas dans n'importe quelles conditions. »

Propos recueillis par A.Du.